



Accueil > Economie et politique

## Doubler le salaire des enseignants : pourquoi la mesure d'Anne Hidalgo est irréaliste

ANNE HIDALGO

SUIVRE CE SUJET



Jacques Paquier/Flickf

**La candidate socialiste à l'élection présidentielle Anne Hidalgo propose de doubler le salaire des enseignants sur le prochain quinquennat. Une idée qui apparaît peu crédible au regard de la situation des finances publiques.**

Écrit par Jean-Victor Semeraro  
Publié le 15/09/2021 à 16h23



Toutes nos dernières actus dans votre boîte mail  
**Recevez notre newsletter ECO**



Fil d'infos

Vidéos

Devises

Services

Depuis qu'elle a annoncé ce dimanche 12 septembre, à Rouen, sa candidature à l'élection présidentielle, la maire de Paris Anne Hidalgo est au centre des discussions politiques. Ce ne sont pas tant ses motivations à briguer la magistrature suprême qui agitent les commentateurs, mais une proposition coup de poing formulée dans son livre programme *Une femme française*. Dans son ouvrage, qui paraît ce mercredi 15 septembre (Les Éditions de l'Observatoire) en librairie, la candidate socialiste à la présidence de la République y explique qu'il est "possible sur la durée du quinquennat, de multiplier par deux au moins le traitement de toutes les personnes au contact avec les élèves." En clair, Anne Hidalgo souhaite doubler le salaire des enseignants d'ici à 2027.

Une mesure qui interroge par le coût qu'elle ferait peser sur les finances publiques et qui a provoqué de vives critiques. Premier concerné, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer a dénoncé une idée "au sommet de la démagogie" dans **Le Parisien**. Selon lui, le doublement du salaire des enseignants représenterait un coût de l'ordre de 150 milliards d'euros sur le prochain quinquennat. À savoir, 30 milliards d'euros par an. De son côté, le candidat à la primaire d'Europe Écologie les Verts, Yannick Jadot a évoqué sur **Radio J** le chiffre de 40 milliards d'euros par an, estimant que cela "coûte trop cher" à réaliser. Même le leader de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, pas franchement réputé pour ses propositions économes en matière d'argent public a estimé via **Twitter** la mesure "rock and roll" évaluant son un coût à "60 milliards d'euros par an".

Publicité

Toutes nos dernières actus dans votre boîte  
mail

**Recevez notre newsletter ECO**

Fil d'infos

Vidéos

Devises

Services

**mobiles**

Face à l'ensemble de ces chiffres, qui dit vrai ? Quel serait le coût de la mesure proposée par Anne Hidalgo ? Pas simple à déterminer, d'autant que la proposition reste à ce stade peu étayée. Toutefois son équipe de campagne a précisé à **Libération** que cela concernerait "les enseignants et les conseillers principaux d'éducation (CPE)". Selon un **document** produit par le ministère de l'Éducation nationale, on compte actuellement 866.500 enseignants. Cela signifierait que les 296.350 personnels qui "exercent des missions d'assistance éducative, d'administration, de direction, d'animation pédagogique, de soutien à l'enseignement, d'inspection", ne seraient pas concernés. Mais un doute subsiste au regard de la formulation employée par la candidate socialiste évoquant "les personnes au contact des élèves".

Il n'empêche, l'ancien rapporteur général de la Cour des comptes, François Ecalte, interrogé par Capital, a fait ses calculs. "En partant de l'hypothèse qu'Anne Hidalgo doublerait le salaire de tous les enseignants, de celui qui vient d'être recruté à celui qui part à la retraite l'année prochaine, et en se concentrant uniquement sur les salaires bruts sans tenir compte des cotisations de l'Etat employeur, le coût par an serait de l'ordre de 35 milliards d'euros", défend-t-il auprès de Capital. Un chiffre que l'ancien magistrat a déterminé à partir des **documents budgétaires de la mission éducation** et qui n'est pas éloigné de celui donné par le ministre de l'Éducation nationale de 30 milliards par an (150 milliards sur un quinquennat). Une marge d'erreur existe quant aux enseignants qui sont affectés à des fonctions non-enseignantes, comme les proviseurs par exemple.

Publicité

Toutes nos dernières actus dans votre boîte  
mail

**Recevez notre newsletter ECO**

[Fil d'infos](#)[Vidéos](#)[Devises](#)[Services](#)

fonctionnaires, gelé depuis une dizaine d'années, semble exclue car la mesure toucherait alors l'ensemble des fonctionnaires. Pour cibler les enseignants, la candidate socialiste pourrait utiliser les primes ou modifier leur grille salariale spécifique. "Soit elle augmente les primes, détaille François Ecalte mais les enseignants en ont peu et il faudrait les augmenter beaucoup, soit elle modifie les indices de la grille qui servent au calcul du traitement des professeurs." Les deux solutions n'auraient, par ailleurs, pas les mêmes conséquences pour les retraites des enseignants. "La retraite des fonctionnaires est calculée sur le salaire des six derniers mois, mais seul le salaire hors prime est pris en compte", rappelle le spécialiste des finances publiques. En faisant le choix d'augmenter les primes, cela n'aurait donc pas d'impact sur la retraite des enseignants. En revanche, la seconde solution, une modification de la grille salariale conduirait une hausse bénéfique de la retraite des professeurs.

Publicité

**>> À lire aussi - Anne Hidalgo justifie sa volte-face présidentielle, Jordan Bardella balaie la menace Zemmour... le débrief' des matinales politiques**

### **Une mesure explosive pour la dette publique**

L'ancien rapporteur de la Cour des comptes ne croit pas à la faisabilité d'une telle mesure. "Je fais partie de ceux qui pensent qu'un jour ou l'autre il faudra reprendre le contrôle de la dette publique, poursuit François Ecalte. Et ce que montre le programme de stabilité du gouvernement du printemps dernier, c'est que pour arriver à stabiliser la dette à 115 points de PIB en 2027 (118,2 points de

Toutes nos dernières actus dans votre boîte mail

**Recevez notre newsletter ECO**

[Fil d'infos](#)[Vidéos](#)[Devises](#)[Services](#)



il faudra faire des économies ailleurs d'au moins 35 milliards d'euros, voire sans doute plus", rappelle le spécialiste.

Publicité

### Augmenter le traitement des débutants

Dans son livre, Anne Hidalgo évoque une autre solution, moins ambitieuse : revaloriser le traitement des enseignants débutants. "(...) pour commencer, d'aligner à minima le salaire des nouveaux professeurs sur le salaire médian des titulaires d'un bac+5", écrit la candidate à la présidentielle. "Ce n'est pas absurde dans l'absolu car chez les enseignants comme dans l'ensemble de la fonction publique, le problème est celui des salaires de départ", analyse François Ecalle. En effet, un professeur de collège en France gagne à peine 30.000 euros brut par an en débutant contre 42.000 euros brut pour un confrère espagnol par exemple (chiffres OCDE, 2019). Selon l'ancien magistrat de la Cour, il y a "une compression de la hiérarchie salariale pour les traitements de départ qui n'est pas normale". En débutant, un prof gagne à peine plus qu'un employé ou un ouvrier de la fonction publique", appuie-t-il. Mais, sans plus de détails, impossible pour l'heure de chiffrer le coût d'une telle mesure...

**>> Notre service - Faites des économies en testant notre comparateur d'Assurances Habitation**

A découvrir :

**EDUCATION NATIONALE**

**NOS CONSEILS BOURSIERS**

**VACCIN**

Toutes nos dernières actus dans votre boîte mail

**Recevez notre newsletter ECO**

Fil d'infos

Vidéos

Devises

Services